

*Pouvoir d'emprunt—Loi*

prochains mois, lorsque nous expliquerons aux Canadiens pourquoi ces mesures s'imposent.

Certaines gens disent que nous devrions nous employer davantage à réduire les dépenses. Je viens de mentionner trois secteurs de dépenses gouvernementales qui représentent plus des trois quarts de ces dépenses. Or, seulement 16 p. 100 des dépenses de l'État sont consacrés aux salaires des fonctionnaires et à la paperasserie administrative. Lorsque la plupart des gens parlent de réduire les dépenses, ils ne parlent ni des pensions ni des transferts aux provinces. Ce dont ils parlent en général, c'est du secteur des activités gouvernementales où, à leur avis, il y a beaucoup de gaspillage.

• (1610)

Je ne crois pas un seul instant que nous devrions relâcher notre vigilance, dont le vérificateur général a pris bonne note dans ses rapports des années précédentes, où il a déclaré que le gouvernement a récemment fait beaucoup de progrès dans ce domaine, mais je pense que nous devons nous rendre compte que, lorsque 16 p. 100 des dépenses de l'État représentent toutes ces activités, nous ne pourrions pas trouver les montants dont nous avons besoin simplement en réduisant les dépenses.

On a également critiqué le fait que les taxes représentent une trop grande partie des besoins que nous avons cernés, et qu'il ne suffit pas de réduire les dépenses. Je voudrais dire deux choses à ce propos. Premièrement, les taxes paraissent immédiatement dans les finances de l'État. Elles paraissent le jour même où elles entrent en vigueur, comme c'est le cas pour la taxe sur l'essence qu'on peut commencer à percevoir dès maintenant. Or, il faut plus de temps que cela pour réduire les dépenses. Même si nous pouvons faire certains rajustements aux dépenses militaires, aux sociétés d'État et à d'autres activités gouvernementales, le fait est qu'une mesure annoncée un jour ne se traduit pas nécessairement par des réductions de dépenses le lendemain. Comme tous les députés le savent, il faut beaucoup de temps pour réduire progressivement ces diverses activités et, ainsi, réaliser des économies. Les mesures que nous avons prises sur le plan des dépenses n'auront peut-être pas des résultats immédiats, mais nous les verrons dans les mois et les années à venir.

Je veux aussi m'arrêter à certaines mesures de récupération prises par le gouvernement. Ces mesures ne sont pas des réductions directes des dépenses gouvernementales, mais leur effet est le même. C'est que ces mesures consistent essentiellement à imposer les prestations, par exemple les allocations familiales et les pensions de vieillesse, versées aux personnes dont le revenu excède 50 000\$ par année. Dans les livres, les fonds touchés entrent à la fois dans les dépenses et dans les réductions des dépenses, tandis que si l'on ne tient compte que de la différence nette et qu'elle est portée du côté des dépenses, on obtient une autre image de la situation. Je crois que les députés doivent en tenir compte avant d'affirmer que peut-être nous n'avons pas assez réduit les dépenses. En réalité, beaucoup de nos mesures ne porteront fruit que dans quelques mois ou quelques années. Certaines d'entre elles se traduisent par une augmentation des recettes fiscales plutôt qu'en une réduction des dépenses.

Je veux revenir à un commentaire prononcé par les partis d'opposition. Ils ont donné à entendre que nous devrions accroître le fardeau fiscal des grandes entreprises. Leurs charges fiscales ont été augmentées dans une telle mesure que je n'en ai entendu aucune se dire satisfaite du budget. Je veux aussi parler des 89 000 grandes entreprises qui ne paieraient pas d'impôt au Canada comme nous l'avons souvent entendu dire à la Chambre des communes, notamment cet après-midi. C'est absolument faux. Tout d'abord, il n'y a pas 89 000 grandes entreprises au Canada. On en compte en fait 2 208, d'après la définition énoncée dans la Loi sur les déclarations des personnes morales et des syndicats.

**Une voix:** Une exagération.

**M. Dorin:** Voilà encore un cas d'exagération de la part du parti socialiste qui, au lieu de reconnaître qu'il y a 2 200 grandes entreprises au Canada, soutient qu'il y en a 89 000. Cela permet aux néo-démocrates de perpétuer le mythe selon lequel nous pourrions trouver un grand nombre de personnes possédant des fortunes, sans tenir compte du fait que tous les Canadiens doivent vraiment contribuer à ce que nous tentons de faire.

Je voudrais aborder brièvement une autre question. Je veux en parler parce que je vois que le député de Nanaimo—Cowichan (M. Stupich) est présent à la Chambre. Lui et moi, je dois le dire, avons quelque chose en commun, comme je l'ai découvert avec étonnement la semaine dernière, c'est-à-dire que nous sommes tous